

Manif anti-austérité. « Un point de départ »

Pierre Chapin

Un bon millier de manifestants a défilé, hier, contre la politique d'austérité du gouvernement et la loi Macron. Un mouvement unitaire, jugé par les syndicats comme une première marche vers une nouvelle contestation sociale.

1. Un bon millier de manifestants a répondu à l'appel unitaire de la CGT, FO, FSU et Solidaires.
2. Les personnels de Vauban étaient mobilisés pour protester contre la suppression de postes de CPE et Aсен (personnels de surveillance) au lycée.
3. Les employés et Clercs de notaire défilaient également, hier.



Les syndicats n'avaient pas formulé d'objectif chiffré pour la mobilisation d'hier. Mais un vœu : faire de ce rassemblement unitaire (CGT, FO, Solidaires et FSU) et interprofessionnel le coup d'envoi d'un mouvement de fond, après des initiatives isolées – pour les retraites ou contre la loi Macron – qui s'étaient soldées par des rassemblements maigrelets et inaudibles. Hier, les responsables syndicaux ne se sont donc pas appesantis sur les chiffres, arrondis à 1.500 manifestants selon leur propre estimation. « Les gens se sont mobilisés, ça fait du bien », soufflait Maria Ollivier (CGT), quand Marc Hébert

(FO) jugeait « une mobilisation moyenne, sans doute insuffisante vu la situation ». « On se doutait qu'on n'allait pas obtenir une inflexion de la politique du gouvernement dès ce soir mais on avait la responsabilité de donner un cadre aux gens pour se mobiliser. C'est fait et on espère qu'on sera plus nombreux encore dans la rue demain », souhaitait Olivier Cuzon, pour Solidaires. Dans la rue, le cortège fait siffler les oreilles de la « France d'en haut » en général, et d'Emmanuel Macron en particulier. Si le cri de ralliement est bien ce « Non à l'austérité », les revendications sont plutôt hétéro-

gènes, selon les groupes, formés de Clercs de notaire hostiles à la loi Macron, de personnels de santé en rogne contre la loi Touraine et les suppressions de poste au CHU, mais aussi d'agents de collectivités territoriales, de salariés de La Poste ou d'Orange, de marins de commerce, etc.

L'Éducation en force

Parmi les plus mobilisés figurent les personnels de l'Éducation nationale : du collège de Kerhallet, qui continue de réclamer son classement en Rep + (Réseau d'éducation prioritaire), mais aussi des lycées Vauban et Lesven qui déplorent la

perte de postes de CPE et d'administratifs.

« Comment faire de la qualité dans des classes de 32 élèves ? Aujourd'hui, on est inquiets pour l'égalité des chances, car on est entré dans une logique purement comptable, qui menace la qualité de l'enseignement et met les personnels dans des situations difficiles », dénoncent des enseignants de Lesven.

« Ces coupes mettent en péril l'ensemble de nos missions, de la sécurité des élèves au bon fonctionnement de l'établissement, en passant par le suivi des absences et la prise en compte des difficultés de

chacun. On ne comprend pas et on n'accepte pas ces décisions », prolonge Hervé Fagnet, CPE à Vauban.

« Qu'une étape »

Pour eux, cette mobilisation du jour n'est « qu'une étape dans notre combat pour être entendu ». Un leitmotiv repris par les syndicats, au moment de la dispersion du cortège, place de la Liberté, vers 12 h 30. « La seule solution pour sortir de cette impasse et éviter de se retrouver dans la situation de la Grèce, c'est le mouvement syndical et la grève, affirme Marc Hébert. Et ce 9 avril n'est qu'un point de départ dans la lutte ».